



# FLASH ÉCO DU PATRONAT

Du 15 au 26 juin  
**2026**



**Cité OUA,  
Bvd Eyadema,  
07 BP:12429 - Lomé  
Tel: +228 22 55 80 55  
79 60 32 86/87  
[www.cnp.tg](http://www.cnp.tg)**

*Le CNP-Togo, aux côtés du secteur privé*



# FLASH ÉCO DU PATRONAT

Du 15 au 26 juin 2026

## **CNP-Togo – OTR : les enjeux de la gouvernance fiscale au centre du Petit-Déjeuner du Patronat**

Dans le cadre de la dixième édition du **Petit-Déjeuner du Patronat**, le CNP-Togo a réuni les opérateurs économiques et l'Office Togolais des Recettes (OTR) autour des enjeux du contrôle fiscal et de la sécurisation de la gestion comptable. Les échanges ont mis en évidence la nécessité de renforcer la conformité fiscale des entreprises, tout en consolidant le dialogue entre l'administration fiscale et les opérateurs économiques afin de réduire les risques de redressement et d'améliorer la sécurité juridique des entreprises.

**Source : CNP-Togo**

## **Gouvernance économique : Renforcement des capacités sur la passation des marchés financés par la Banque mondiale**

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs concernés en matière de gouvernance, de transparence et de gestion des risques fiduciaires dans les projets financés par la Banque mondiale. Les travaux ont porté sur l'identification des principaux signaux d'alerte dans les procédures de passation des marchés, la prévention des risques de fraude, de corruption et de mauvaise gestion des ressources, ainsi que sur les mécanismes de traitement des plaintes en matière de passation des marchés. La forte mobilisation des représentants du Groupement National des Entrepreneurs de Bâtiments et Travaux Publics (GNEBTP) a illustré l'intérêt du secteur privé pour le renforcement des pratiques de passation des marchés publics.

**Source : CNP-Togo**

## **Mécanisation agricole au Togo : l'Africa Finance Corporation (AFC) mobilise un financement stratégique pour accélérer la transformation du secteur**

L'Africa Finance Corporation (une institution financière multilatérale fondée par des États africains et le secteur privé pour stimuler les investissements dans les infrastructures) accorde au Togo un financement souverain de **108,3 millions d'euros** sur **10 ans** pour accélérer la mise en œuvre du **Programme de modernisation de l'agriculture togolaise (ProMAT)**. Cet appui, destiné à l'acquisition, à l'assemblage et à la distribution d'équipements agricoles modernes, devrait renforcer la productivité et la mécanisation du secteur qui contribue à **environ 40 % du PIB** et mobilise **près de 60 % de la population active**, avec des retombées attendues sur la transformation structurelle de l'économie et la sécurité alimentaire.

**Source : Togo first**



# FLASH ÉCO DU PATRONAT

Du 15 au 26 juin 2026

## **Infrastructures de transport : la Banque mondiale mobilise 200 millions de dollars US pour renforcer la compétitivité logistique du Togo**

Cet accompagnement qui s'inscrit dans le cadre du **Programme d'amélioration des services logistiques et de transport (PASLT)** est une initiative de l'Association internationale de développement (IDA). Il prévoit la réhabilitation de la liaison ferroviaire entre le Port autonome de Lomé (PAL) et la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), l'amélioration de la mobilité urbaine dans le Grand Lomé ainsi que le renforcement de la connectivité des principales zones agricoles aux marchés nationaux, régionaux et internationaux. À terme, ce programme devrait accroître l'efficacité des chaînes logistiques, faciliter l'écoulement de la production agricole et soutenir la compétitivité de l'économie togolaise en améliorant l'intégration entre les bassins de production, les plateformes logistiques et les marchés.

**Source : Banque Mondiale**

## **La Caisse de Retraites du Togo engage la dématérialisation du paiement des pensions de retraite**

La décision de la Caisse de Retraites du Togo (CRT) de mettre fin aux paiements en espèces à partir de juillet 2026 marque une nouvelle étape dans la digitalisation de l'administration publique et de l'inclusion financière. En privilégiant les paiements par mobile money et virements bancaires, la réforme vise à améliorer l'efficacité opérationnelle, réduire les coûts de gestion et sécuriser davantage les versements des pensions. Elle s'inscrit dans la dynamique de modernisation des services publics engagée par la CRT et devrait contribuer à renforcer la traçabilité des transactions ainsi que l'accès des retraités aux services financiers formels.

**Source : Portail officiel de la République Togolaise**

## **Riz local : Le Programme Rizao accélère la création d'emplois et la modernisation de la chaîne de valeur**

Cette initiative régionale de transformation de la filière rizicole en Afrique de l'ouest financée par la Fondation Mastercard, s'inscrit dans une logique d'industrialisation inclusive de la filière riz en Afrique de l'Ouest, avec un fort ciblage de l'emploi des jeunes et des femmes. Au Togo, les premiers résultats (**4 608 emplois créés**) restent modestes au regard de l'objectif final (**44 000 d'ici 2029**), mais indiquent une montée en puissance progressive avec un palier intermédiaire de 15 000 emplois d'ici septembre 2026.

L'approche repose sur une intervention intégrée de la chaîne de valeur (intrants, mécanisation, digitalisation) en partenariat avec des agro-industriels locaux, ce qui traduit une stratégie de structuration du marché plutôt que de simple appui agricole.



# FLASH ÉCO DU PATRONAT

Du 15 au 26 juin 2026

D'un point de vue économique, le programme vise une double transformation : augmentation de la productivité et formalisation de l'emploi rural, avec un pari implicite sur la substitution progressive aux importations via une compétitivité accrue du riz local.

**Source : Republicoftogo**

## **Coopération économique : Lomé et Tunis en quête d'accélération des échanges**

Le Togo et la Tunisie formalisent leur coopération par un mécanisme de consultations bilatérales, dans une logique d'institutionnalisation et de diversification des échanges. L'accord s'inscrit dans une stratégie d'exploitation de la ZLECAf pour stimuler le commerce intra-africain, avec une complémentarité sectorielle. Au-delà des flux commerciaux, le partenariat s'oriente vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée (santé numérique, enseignement supérieur, recherche), traduisant une montée en gamme de la coopération économique et une logique de réduction de la dépendance aux marchés extra-continentaux.

**Source : Togo first**

## **Emploi des jeunes au Togo : 50 entreprises mobilisées pour rencontrer plus de 3000 diplômés**

L'organisation d'un salon réunissant plus de 3 000 jeunes diplômés et une cinquantaine d'entreprises à Lomé vise à réduire les frictions sur le marché du travail togolais en améliorant la mise en relation entre l'offre et la demande de compétences. L'initiative portée par l'Institut Supérieur des Langues et des Affaires (ISLA), avec l'appui de l'organisation « The Education Collaborative », cherche à renforcer l'employabilité des jeunes, à faciliter leur insertion professionnelle et à réduire le décalage entre les formations académiques et les besoins des entreprises. À terme, elle pourrait contribuer à une meilleure allocation du capital humain, à la réduction du chômage des diplômés et au renforcement de la compétitivité de l'économie togolaise.

**Source : Togo first**

## **FUCEC-TOGO : Une année 2025 plus résiliente et de nouvelles perspectives pour plus d'inclusion financière**

Les états financiers présentés lors de l'Assemblée générale du 12 juin dernier confirment la résilience financière de l'institution. À la clôture du dernier exercice, **le total bilan dépasse 200 milliards de FCFA** traduisant un renforcement significatif de sa capacité financière. Cette performance s'accompagne d'une mobilisation de plus de 150 milliards de FCFA d'épargne tandis que l'encours de crédits dépasse les 100 milliards de FCFA, témoignant d'une activité soutenue de financement de l'économie et d'une contribution croissante au développement de l'inclusion financière.

**Source : l'économiste du Togo**



# FLASH ÉCO DU PATRONAT

Du 15 au 26 juin 2026

## **Financement du développement : la BAD renforce la capacité d'investissement de la BIDC grâce à une prise de participation stratégique**

L'entrée du Groupe de la BAD au capital de la BIDC, à hauteur de 30 millions de dollars, marque un renforcement stratégique de la capacité financière de l'institution régionale, dont le siège est basé à Lomé. Complété par une ligne de trésorerie de 70 millions de dollars destinée au financement de projets à fort impact, notamment dans les énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest, cet appui devrait améliorer le profil de crédit de la BIDC, accroître sa capacité de mobilisation de ressources et renforcer son attractivité auprès des investisseurs et partenaires financiers internationaux.

**Source : Togo first**

## **Budgétisation verte : Le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (MATU) renforce les capacités opérationnelles de ses responsables de programmes et équipes techniques**

La formation organisée par le MATU s'inscrit dans le cadre du renforcement de la budgétisation verte au Togo, en renforçant les capacités des responsables de programmes à intégrer les critères climatiques et environnementaux dans l'allocation des ressources publiques. Cette initiative accompagne la généralisation du Budget vert à l'ensemble des ministères dès 2026, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité de la dépense publique, de renforcer la résilience climatique et de soutenir une trajectoire de croissance durable.

**Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme**

## **Paiements numériques : la BCEAO proroge les délais d'intégration à la plateforme régionale PI-SPI**

La BCEAO a reporté les échéances de connexion obligatoire à la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI), afin de permettre aux établissements financiers de finaliser leur intégration dans des conditions optimales. Les banques, établissements de monnaie électronique et établissements de paiement disposent désormais jusqu'au 30 septembre 2026, tandis que les institutions de microfinance ont jusqu'au 30 juin 2027 pour se conformer aux nouvelles échéances. Cette mesure vise à garantir un déploiement progressif, sécurisé et harmonisé de cette infrastructure régionale, déjà adoptée par plusieurs dizaines d'établissements financiers. À terme, le PI-SPI devrait renforcer l'interopérabilité des services financiers, favoriser l'inclusion financière et accélérer la digitalisation des paiements dans l'ensemble de l'UEMOA.

**Source: Communiqué de la BCEAO**